



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-De-Marsan

Mont-De-Marsan, le 29/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EGGER Panneaux & Décors

Avenue d' Albret
B.P. N 1
40370 Rion-Des-Landes

Références :

Code AIOT : 0005201807

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement EGGER Panneaux & Décors implanté Avenue d' Albret B.P. N° 1 40370 Rion-des-Landes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été programmée dans le cadre de l'action nationale PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EGGER Panneaux & Décors
- Avenue d' Albret B.P. N° 1 40370 Rion-des-Landes
- Code AIOT : 0005201807
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La Société EGGER PANNEAUX & DECORS est spécialisée dans la fabrication de panneaux de particules bruts et mélaminés. Le site situé sur la commune de Rion-des-Landes est soumis à autorisation (arrêté préfectoral du 19/12/2008).

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/07/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 9.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Réexamen IED	Autre du 24/11/2010, article -	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 14	Astreinte	
10	Eaux de lavage	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 14.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action nationale PFAS : L'exploitant a suivi les prescriptions imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 en vue de rechercher les sources potentielles de PFAS sur site et de caractériser la présence éventuelle de PFAS dans les rejets du site.

EGGER a mandaté ANTEA GROUP pour dresser l'inventaire des PFAS utilisés / produits / rejetés sur le site de Rion-des-Landes. Il en ressort que des PFAS sont présents dans les réserves d'émulseur incendie et dans les fluides frigorigènes utilisés sur site.

Les campagnes d'analyse réalisées de décembre 2023 à février 2024 ont révélé la présence d'AOF. Ceci dit l'exploitant et le laboratoire d'analyse émettent des doutes (contamination d'échantillon ?) sur les résultats des analyses car la présence d'AOF n'a été détectée que lors d'une seule des analyses (janvier 2024). Une nouvelle campagne d'analyse est prévue pour confirmer ou infirmer ces résultats.

Lors de la visite sur site, il a été constaté que les rétentions de certains bacs d'émulseurs ne semblaient pas conformes réglementairement. L'exploitant devra justifier que les capacités des rétentions sont conformes.

Les campagnes d'analyse réalisées dans le cadre de l'AN PFAS ont révélé la non-conformité du rejet du site en aval du bassin de décantation sur les paramètres « MES », « DCO », « DBO₅ »... La mise en demeure de 2021 n'est pas respectée (proposition d'astreinte).

Par ailleurs, il est relevé que l'exploitant ne s'est toujours pas positionné sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif au réexamen IED.

Enfin, l'exploitant doit confirmer que la pratique de mélange des eaux de lavage des ateliers d'encollage et d'imprégnation dans les stockages de sicures du site n'est plus pratiquée. Si cette pratique a toujours lieu sur site, elle pourrait être en partie à l'origine de la non-conformité des rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des substances PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a mandaté la société ANTEA pour inventorier les substances PFAS susceptibles d'être présentes sur le site. Le rapport d'ANTEA a été présenté en séance. 7 produits ont été identifiés sur site comme contenant des PFAS. On trouve les substances PFAS

sur le site dans les réserves d'émulseur anti-incendie (BIOFILM3S - 3 réserves sur site de volumes 2, 6 et 9 m³) et dans des fluides frigorigènes utilisés sur site (R134a, R22, R404A, R407C, R410C et R409A).

Les molécules identifiées sont les suivantes :

- **PFPeA (Biofilm 3S) ;**
- 6:2 FTS (Biofilm 3S) ;
- **PFHxA (Biofilm 3S) ;**
- 6:2 FTAB (Biofilm 3S) ;
- **PFBA (Biofilm 3S) ;**
- **6:2 FTOH (Biofilm 3S) ;**
- pentafluoroéthane (R404A, R407C, R410A) ;
- 1,1,1-trifluoroéthane (R404A) ;
- Difluoroéthane (R407C, R410A) ;
- Chlorodifluorométhane (R409A, R22) ;
- Chlorodifluoroéthane (R409A) ;
- Chlorotétrafluoroéthane (R409A) ;
- 1,1,1,2-tétrafluoroéthane (R134a, R404A, R407C).

Aucune autre réflexion supplémentaire n'est menée par l'exploitant qui considère que la recherche est exhaustive.

L'exploitant a transmis le 20 décembre 2024, les FDS des produits les plus utilisés sur site. L'examen par sondage de ces FDS n'a pas permis d'identifier des substances PFAS au sein de ces produits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter ses recherches par une analyse des potentiels vecteurs de transmission des PFAS/AOF dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/07/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation des campagnes d'analyse

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées.

Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant a réalisé les campagnes d'analyses demandées dans l'arrêté ministériel PFAS en décembre 2023, janvier 2024 et février 2024 sur l'unique point de rejet des effluents industriels du site, situé en aval du bassin de décantation. Pour rappel, les eaux pluviales du site sont aussi dirigées vers le bassin de décantation. Les résultats ont été renseignés dans GIDAF :

Les analyses des 3 campagnes n'ont pas détecté les 20 substances listées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Cependant, la campagne réalisée en janvier 2024 a mis en évidence la présence de composés organo fluorés adsorbables (AOF) :

[AOF] = **160 µg/L**

Flux_{AOF} = **138,1 g/j** (pour un débit de rejet du site considéré à 36 m³/h)

Le bureau d'étude ANTEA et l'exploitant considèrent que le résultat obtenu en janvier 2024 pourrait être dû à une mauvaise manipulation et/ou à une contamination de l'échantillon.

Par ailleurs, l'exploitant a réalisé des analyses sur les eaux des 2 forages qui sont utilisés pour alimenter le site (SPK1 et SPK2), les analyses ont permis de détecter la présence de PFAS dans la nappe souterraine :

	Substances	Décembre 2023 (µg/L)	Janvier 2024 (µg/L)	Février 2024 (µg/L)
SPK1	PFPeA	0,060	0,070	0,146
	PFHxA	0,027	0,027	0,097
	PFHpA	0,000	0,012	0,033
	AOF	0,087	0,109	0,276
SPK2	PFBA	0,000	0,030	0,000
	PFPeA	0,013	0,020	0,000
	PFHxA	0,055	0,090	0,041
	PFOA	0,000	0,013	0,000
	AOF	0,068	0,160	0,041

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une nouvelle campagne d'analyses dans un délai de 3 mois sur le même format que pour la première campagne d'analyses afin de confirmer ou d'infirmer la présence de

substances PFAS dans les rejets aqueux du site.
En ce qui concerne les traces de substances PFAS détectées dans les eaux des forages, des analyses complémentaires ont été demandées par l'inspection lors du cadrage de l'étude d'interprétation de l'état des milieux que doit réaliser l'exploitant début 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse
Prescription contrôlée : <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
Constats : <p>Les prélèvements ont été réalisés par le laboratoire IRH Ingénieur Conseil. Les analyses PFAS ont été sous-traitées par le laboratoire EUROFINs HYDROLOGIE EST (54320 MAXEVILLE).</p> <p>Ce laboratoire est accrédité COFRAC 1-0685. Cette accréditation comporte l'analyse des 20 molécules exigibles dans les eaux résiduaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Exigences pour les prélèvements
Prescription contrôlée : <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>

Constats :

Les rapports d'analyse ne mentionnent pas les conditions d'exploitation du site au moment de la mesure. Le débit sur les 3 rapports d'analyse apparaît comme constant (864 m³/j soit 36 m³/h).

Les rapports indiquent que le débit n'a pas été mesuré et que la valeur du volume journalier rejeté est une donnée transmise par l'exploitant au laboratoire (point vérifié par téléphone auprès du laboratoire). Il n'y a donc pas de certitudes que le débit soit constant pendant une durée de 24 h (cf contrôle inopiné du 31/10/2023 avec mesure du débit : le débit était au maximum (250 m³/h) pendant 8 h et quasi-nul pendant 16 h).

Sur GIDAF, il est constaté de fortes variations de débit certains jours (rejets pouvant aller jusqu'à 6 000 m³/h).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'absence de mesure réelle du débit sur 24h ne permet pas de valider les résultats des analyses qui doivent être effectuées à nouveau (demande déjà formulée pour une autre raison au point n°2).

À compter de ce jour, les prochains rapports d'autosurveillance des rejets aqueux comprendront obligatoirement :

- un paragraphe mentionnant les conditions d'exploitation du site au moment des mesures (les prélèvements sont réalisés lorsque les conditions d'exploitation sont représentatives d'une activité normale) ;
- une mesure du débit indépendante des moyens de mesure de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Précisions des mesures

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µ/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

Les LQ du laboratoire en charge des analyses et figurant dans les rapports de contrôle sont les

<p>suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 µg/L pour le paramètre « AOF » • 10 ng/L pour les 20 substances PFAS exigibles (limite de quantification inférieure à la limite imposée). <p>La précision des mesures imposée par l'article 4 de l'arrêté ministériel est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats ont été saisis dans l'application GIDAF (rapports annexés à la déclaration). Les molécules PFAS exigibles n'ont pas été détectées.</p> <p>L'indice « AOF » a en revanche obtenu un résultat significatif en janvier 2024 (160 µg/l soit 138,2 g/j pour un débit de 864 m³/j). Si l'on considère le débit maximum de rejet (6 000 m³/j), cela équivaut à un flux de l'ordre de 959 g/j.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une deuxième campagne d'analyse serait réalisée début 2025 pour confirmer ou infirmer le résultat obtenu lors de la première campagne (cf point de contrôle n°2).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si la présence de substances PFAS est mise en évidence lors de la deuxième campagne de mesure (cf point de contrôle n°2), l'exploitant devra transmettre un plan d'action de recherche des sources et de réduction des émissions sous 1 mois. En effet, il est rappelé que la suppression ou à défaut la réduction maximale à un coût économiquement acceptable (à démontrer) est attendue.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 9.4
Thème(s) : Produits chimiques, Capacités de rétention
Prescription contrôlée :

<p>Art. 9.4 AP 19/12/2008 :</p> <p>9.4.1 : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>9.4.2 : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site comprend 3 réserves de BIOFILM 3S (2 m³, 6 m³ et 9 m³). La rétention de la réserve de 9 m³ n'a pas semblé suffisante pour contenir la totalité du réservoir.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant, dans un délai de 3 mois, doit justifier par calcul et plans que les rétentions des 3 réserves de BIOFILM 3S sont conformes aux dispositions des articles 9.4.1 et 9.4.2 de l'AP du 19/12/2008.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Réexamen IED

<p>Référence réglementaire : Autre du 24/11/2010, article -</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réexamen IED</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conclusions sur les MTD relatives à la fabrication de panneaux de bois (24/11/2015)</p> <p>Directive IED n° 2010/75 du 24 novembre 2010</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a transmis dans le cadre de la procédure contradictoire le projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif au réexamen IED à l'exploitant le 19 janvier 2024.</p> <p>L'exploitant ne s'est pas positionné sur ce projet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se positionner dans un délai d'un mois sur le projet d'arrêté complémentaire relatif au réexamen IED du site.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 14 AP 19/12/2021 :</p> <p>Tableau indiquant les valeurs limites d'émission des rejets aqueux</p> <p>Art. 1 APMED 09/02/2021 :</p> <p>La société EGGER Paneaux et Décors est mise en demeure de respecter l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2008 dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Art. 2.7 projet APC réexamen IED :</p> <p>Tableau indiquant les valeurs limites d'émission des rejets aqueux</p>

Constats :

Lors de l'inspection du 11 décembre 2020, des dépassements réguliers des VLE étaient notés sur les rejets aqueux pour les paramètres « MES », « DCO », « DBO₅ », « Azote total ».

L'exploitant a été mis en demeure le 09 février 2021 de respecter les VLE de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2008.

Le récolement à la mise en demeure du 09 février 2021 a été effectué à l'occasion de l'inspection du 10 juin 2022. Il a été constaté lors de ce contrôle que les rejets aqueux étaient toujours non conformes vis-à-vis des VLE de l'AP d'autorisation sur les paramètres « MES », « DCO », « DBO₅ », « azote total ».

L'exploitant avait alors indiqué que plusieurs pistes étaient à l'étude pour rendre les rejets conformes (test floculation, pré-traitement au niveau du bassin du séchoir, mise en place de citernes mobiles, mise en place d'un bassin spécifique pour confiner les eaux incendie). L'inspection avait alors proposé d'inclure ces propositions dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif au réexamen IED. Après plusieurs modifications, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire relatif au réexamen IED a été transmis à l'exploitant le 19 janvier 2024 dans le cadre de la procédure contradictoire. La procédure contradictoire est toujours en cours (cf constat n°8).

Dans le cadre de l'action nationale PFAS, une inspection a été programmée le 10 décembre 2024. EGGER a réalisé une campagne d'analyses des rejets aqueux ont été effectuées dans le cadre de cette action nationale. Les résultats sont les suivants :

Paramètres	Prélèvement 11/12/2023 (mg/L)	Prélèvement 22/01/2024 (mg/L)	Prélèvement 19/02/2024 (mg/L)	VLE AP 19/12/2008
MES	26	39	45	20
DCO	200	515	610	120
DBO5	41	100	140	20
N global	20,8	48	51,7	25
HCT	0,92	0,34	0,17	1,5
Ammonium	7,6	16,6	18	-
Zinc	0,33	0,93	1	-
Plomb	0,08	0,15	0,19	-

Il apparaît que les rejets sont toujours non conformes sur les paramètres de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2008. En termes de flux, pour un débit considéré de 36 m³/h, les flux sont les suivants :

Paramètres	débit considéré de 36 m ³ /h		
	Flux (kg/j) 11/12/2023	Flux (kg/j) 22/01/2024	Flux (kg/j) 19/02/2024
MES	22,46	33,70	38,88
DCO	172,80	444,96	527,04
DBO5	35,42	86,40	120,96
N global	17,97	41,47	44,67
HCT	0,79	0,29	0,15
Ammonium	6,57	14,34	15,55

Zinc	0,29	0,80	0,86
Plomb	0,07	0,13	0,16

Or, il est constaté lors des dernières inspections et sur GIDAF que l'exploitant rejette régulièrement au débit maximum soit 250 m³/h, les flux sont les suivants dans ce cas :

	débit considéré de 250 m ³ /h		
Paramètres	Flux (kg/l) 11/12/2023	Flux (kg/l) 22/01/2024	Flux (kg/l) 19/02/2024
MES	156	234	270
DCO	1200	3090	3660
DBO5	246	600	840
N global	124,8	288	310,2
HCT	5,52	2,04	1,02
Ammonium	45,6	99,6	108
Zinc	1,98	5,58	6
Plomb	0,48	0,9	1,14

Par rapport à la compatibilité milieu :

Les résultats obtenus en prenant en compte le débit maximum autorisé (500 m³/h) ou le débit maximum possible techniquement (250 m³/h), mettent en évidence une dégradation du milieu (valeurs limites d'émission maximum dépassées).

Pour rappel, le bureau d'études ANTEA (rapport février 2022) a proposé plusieurs préconisations dont celle relative à la mise en place d'un bassin spécifique de 6 900 m³ dédié au confinement des eaux d'extinction incendie du site. Actuellement, un volume de 11 000 m³ doit être disponible en permanence au sein du bassin de décantation de 25 000 m³.

La création d'un tel bassin pourrait permettre, d'après le bureau d'étude, d'allonger le temps de séjour des eaux superficielles au sein du bassin de décantation et d'améliorer la qualité du rejet. Le coût relatif à la mise en place d'un tel bassin est de l'ordre de 550 000 € HT d'après ANTEA et l'exploitant (cf courrier d'EGGER du 09 novembre 2022).

Dans le rapport de l'inspection du 10 juin 2022, il était proposé qu'aucune suite ne soit donnée à la mise en demeure du 09 février 2021 à condition que les préconisations du bureau d'études ANTEA (rapport février 2022) soient intégrées au projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposé dans le cadre du réexamen IED et que ce projet soit signé.

L'exploitant ne s'est pas positionné dans le cadre du contradictoire du réexamen IED (cf point de contrôle n°8) et le projet d'APC n'a pas été signé. La situation n'a donc pas évolué depuis 2021 et il est constaté une nouvelle fois que les rejets aqueux sont non conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En séance, l'exploitant a indiqué que la mise en place de ce bassin n'était pas prévue.

Le 20 février 2025, la société EGGER a transmis à la DREAL un rapport sur la gestion de l'eau et des rejets aqueux par SUEZ. Ce rapport propose deux scénarios pour régulariser les rejets aqueux :

- Travaux au niveau de l'écorceuse, du bassin des séchoirs, du bassin de décantation et mise en place d'un dessableur puis traitement biologique (STEP ou MBBR) pour un coût de l'ordre estimé entre 1,9 et 2,1 M€ ;

- Mise en place d'un réseau séparatif des eaux des toitures « propres » pour un coût estimé à 2,2 M€.

Par ailleurs, il est rappelé que le fossé (dirigé vers le Retjons) où se situe le point de rejet au Nord du site n'est pas étanche et qu'une partie des eaux s'infiltrerait vraisemblablement dans les sols (cf constat n°2 du rapport de l'inspection du 18 septembre 2023). Des prélèvements des sols à cet endroit ont été demandés lors du cadrage de l'IEM qui sera effectuée début 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les valeurs limites de rejet de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2008 ne sont pas respectées.

La mise en demeure du 09 février 2021 n'est pas respectée.

Un projet d'arrêté préfectoral rendant l'exploitant redevable d'une astreinte administrative de 150 €/j est annexée au présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 10 : Eaux de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 14.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de lavage

Prescription contrôlée :

Art. 14.1.1 AP 19/12/2008 : Le rejet d'eaux de nettoyage provenant des préparations de mélange collant est interdit. Elles devront être collectées dans un bassin spécifique puis réutilisées dans le processus de fabrication ou évacuées par un organisme autorisé à cet effet.

Constats :

Le logigramme relatif à la gestion des effluents présenté dans le rapport « Inventaire des substances PFAS » d'ANTEA / IRH indique que :

- les effluents récupérés dans la rétention de l'atelier d'encollage (dont eaux de lavage) ;
- les effluents récupérés dans la rétention de l'atelier d'imprégnation (dont eaux de lavage)

sont recyclés dans des piscines à colle (tas de sciures en plein air sur site) avant d'être ré-introduits dans le bunker à sciures.

Ce point a déjà été évoqué lors de l'inspection du 10 juin 2022. Dans son courrier de réponse du 17 octobre 2023, EGGER proposait de déverser directement les effluents dans le bunker à sciures afin d'éviter qu'ils ne se retrouvent dans le milieu naturel après séjour dans le bassin de décantation. La pratique d'utilisation des piscines à colle n'est plus censée être réalisée sur site.

Ce logigramme indique aussi que les eaux de lavage de l'électrofiltre sont dirigées vers le bassin des séchoirs puis vers le bassin de décantation et vers le milieu naturel.

Pour rappel, les eaux de pluie ruissellent sur les divers stockages de déchets de bois et sont

<p>dirigées vers le bassin de décantation (cf logigramme).</p> <p>Enfin, une presse à boues (boues issues du lavage de l'électrofiltre) a été mise en service. Le devenir des eaux issues du pressage des boues n'a pas été évoqué par l'exploitant lors des dernières inspections.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, dans un délai d'un mois, confirmer que la pratique d'usage des piscines à colle n'est plus réalisée sur site et que les effluents provenant des ateliers d'encollage et d'imprégnation ne sont plus susceptibles de se retrouver dans le bassin de décantation puis au milieu naturel (justifier de l'utilisation d'une tonne à lisier munie d'un bras permettant de refouler les effluents directement dans le bunker à sciures).</p> <p>L'exploitant doit par ailleurs indiquer le mode d'élimination des effluents provenant du pressage des boues d'électrofiltre et justifier de leur élimination.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>